

Communiqué de la CEDEAO, du CILSS et de l'UEMOA sur la COP26 et le changement climatique

La CEDEAO, Le CILSS et l'UEMOA,

Vu la contribution du Groupe de travail I du GIEC au Sixième rapport d'évaluation (RE6) affirmant qu'un réchauffement climatique de +1,5°C comme de +2°C sera dépassé au cours du XXI^e siècle, à moins que des réductions importantes d'émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et d'autres gaz à effet de serre ne se produisent dans les prochaines décennies ;

Considérant le dernier rapport de synthèse de la CCNUCC sur les contributions déterminées au niveau national (CDN) qui prévoit une température estimée à la fin du siècle à +2,7 °C ;

Considérant également que 5 des 10 pays les plus vulnérables aux changements climatiques se situent en Afrique de l'Ouest, que la région subit déjà des impacts visibles et fait face à des enjeux colossaux tels que les dégradations des ressources naturelles et de la biodiversité, des conflits grandissants entre les usagers de l'eau et de la terre, des migrations internes et externes plus abondantes, l'accentuation de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté dans certaines zones, etc. ;

Rappelant la Résolution n° 1/CXII/21 de la 112^{ème} session du Conseil des Ministres de l'OEACP tenue par visioconférence les 7 et 8 juillet 2021 ;

Reconnaissent que nous sommes maintenant en état d'urgence climatique ;

Appellent la COP26 et la CMA3 à reconnaître cet état d'urgence et à souligner l'urgence d'une action accrue pour lutter contre le changement climatique ;

Réitèrent que les pays d'Afrique de l'Ouest sont engagés dans la lutte contre le changement climatique et que leurs CDN ont été revues et mises à jour en conséquence ;

Expriment leur profonde déception suite au dernier rapport de l'OCDE (2021) montrant que le financement de l'action climatique cumulé est de 79,6 milliards de dollars en 2019, loin derrière l'objectif collectif de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 ;

Appellent à ce que la COP26 se concentre sur le financement de l'action climatique et la mobilisation effective de 100 milliards de dollars par an jusqu'à ce qu'un nouvel objectif collectif très ambitieux de financement de l'action climatique soit adopté d'ici 2025 ;

Réitèrent que le processus de négociation sur la finance climat doit être inclusif et bien informé, en particulier par le Comité permanent du financement sur les besoins des pays en développement ;

Demandent en outre que le nouvel objectif de financement de l'action climatique soit fixé à un niveau cohérent avec les trajectoires requises pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris;

Demandent à la COP26 de décider :

- concernant l'article 6 : un traitement équilibré entre le 6.2 et le 6.4, y compris la part du produit des résultats d'atténuation transférables au niveau international (ITMO) au titre de l'article 6.2 pour financer l'adaptation ;
- un calendrier commun de 5 ans pour les CDN afin d'éviter le blocage d'une ambition et d'une flexibilité faibles ;

- l'opérationnalisation de l'Objectif Mondial d'Adaptation en vue de fournir un financement adéquat ;
- l'opérationnalisation du Réseau de Santiago et des recommandations claires pour financer les Pertes et Dommages ;
- une approche équilibrée de l'atténuation et de l'adaptation et de l'inclusion dans le cadre du Bilan mondial (GST, renforcement des capacités des pays en développement).

Pour plus d'informations, contacter :

Direction de la Communication, Commission de la CEDEAO

Téléphone : +234 8102507938 – Email : soulate@ecowas.int

Twitter : @ecowas_cedeao – Facebook : Ecowas-Cedeao

www.ecowas.int